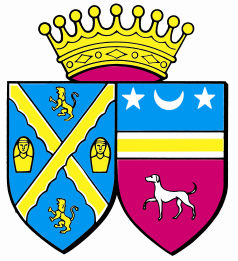
DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

**MAIRIE**

DE



**V I L L E V A U D É**

**BORDEAUX - MONTJAY**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 FEVRIER 2013**

Ouverture de la séance à 18H40

M. Pascal PIAN, Maire de la commune, préside la séance et procède à l’appel.

PRESENTS : DEN HOLLANDER, LOGGHE, OUGIER, PEDA, PIAN, ROMANO, VARTANIAN, Mmes BIASON, DENIS, GODART, TAURAND, VARTANIAN.

POUVOIRS : M. BROQUET a donné pouvoir à M. DEN HOLLANDER, M. FERAL a donné pouvoir à Mme GODART

ABSENTS : M. GOURMELON, TALATIZI, Mme DE LAERE.

Secrétaire de séance Mme Catherine Godart

M. le Maire informe le conseil de la démission de deux de ses membres : M. Clément GAUFRIAU et Mme Corinne PINEZIC

**1.1Détermination et composition des commissions communales et du CCAS**

**Il appartient au conseil municipal de décider de la création des différentes commissions municipales et**

**d’en désigner les membres**

**Le Conseil Municipal** **décide**

**à l’unanimité**

- la création des commissions municipales suivantes :

\* Urbanisme, Voirie, Travaux, Assainissement

\* Scolaire

\* Environnement

\* Associations

\* Sécurité

\* CCAS

\* Commission Electorale

\* Appels d’offres-Ouverture de plis

- désigne pour siéger à ces commissions les membres suivants : Voir tableau ci annexé

**1.2 Désignation des représentants de la commune au sein des organismes extérieurs**

**Afin de permettre aux membres du conseil municipal de pouvoir représenter la commune au sein des organismes extérieurs il convient de les désigner-** voir tableau ci annexé

Point adopté à l’unanimité

**1.3 Versement des indemnités de fonction au Maire, Adjoints et conseiller délégué**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2123-20 et suivants,

Vu les arrêtés municipaux portant délégation de fonctions aux adjoints au Maire et au conseiller municipal,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer dans les conditions posées par la loi, les indemnités

De fonctions versées au Maire, aux adjoints au Maire, ainsi qu’au conseiller délégué,

Etant entendu que des crédits nécessaires sont prévus au budget communal.

**Le Conseil Municipal** **décide**

**à l’unanimité**

de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de maire, de maire adjoint et de conseiller municipal délégué, dans la limite de l’enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d’être allouées aux titulaires de mandats locaux, avec effet au 16 février 2013 aux taux suivants :

Taux en pourcentage de l’indice 1015, conformément au barème fixé par les articles L.2123-23, L.2123-24 et L.2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Maire : 31 %

Adjoint : 16,50 %

Conseiller municipal délégués : 12 %

**FIXE,** à compter du 16 février 2013 le montant des indemnités à :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **TAUX** | **Montant mensuel** |
| **MAIRE** | **31 %** | **1 178.46 €** |
| **ADJOINTS** | **16,50 %** | **627.24 €** |
| **CONSEILLER** | **12 %** | **456.17 €** |

**1.4 Réforme sur les rythmes scolaires-Demande de report pour la rentrée 2014**

**Rapporteur Sophie VARTANIAN**

La réforme des rythmes scolaires entre en vigueur au début de l'année scolaire 2013-2014.

Toutefois, jusqu'au 31 mars 2013, les communes peuvent demander au directeur académique des services de

l'Education Nationale le report de la réforme à l'année scolaire 2014-2015.

Organisation du temps scolaire. La règle commune proposée est la suivante :

- 24 heures d'enseignement, comme aujourd'hui, mais sur 9 demi-journées ;

- les heures d'enseignement sont réparties les lundis, mardis, jeudis, vendredis et mercredis matins à raison de

5h30 maximum pour une journée et 3h30 maximum pour une demi-journée ;

- la pause méridienne ne peut être inférieure à 1h30.

Le directeur académique des services de l'Education nationale peut donner son accord à un enseignement le samedi matin en lieu et place du mercredi matin lorsque cette dérogation est justifiée par les particularités du projet éducatif territorial et présente des garanties pédagogiques suffisantes. L'organisation de la semaine scolaire de chaque école du département est décidée par le directeur académique des services de l'Education nationale agissant par délégation du recteur après avis du maire ou du président de l'EPCI intéressé.

Les parents d’élèves seront consultés sur le choix du mercredi ou samedi sous forme de sondage, qui donnera alors un avis consultatif.

Activités pédagogiques complémentaires. Le texte prévoit également la mise en place d'activités pédagogiques complémentaires en groupes restreints pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés.

[*Décret n° 2013-77*](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026979035&fastPos=1&fastReqId=1792829520&categorieLien=id&oldAction=rechTexte) *du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires - JO n° 0022 du 26 janvier 2013, p. 1627*

Il est proposé au conseil Municipal de se prononcer sur ce report d’application

Vu le code de l’éducation,

Vu le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires

Cela étant, le décret ouvre la possibilité de décider de différer d'une année l’entrée l'application de la réforme des rythmes scolaires. Dans ce cas, il convient d'en faire la demande auprès du directeur académique au plus tard le 31 mars 2013.

Mme VARTANIAN, adjointe au Maire rappelle l'organisation scolaire et périscolaire actuellement en place, a savoir, semaine de 4 jours et les mercredis les enfants de Villevaudé peuvent être accueillis au Centre de Loisirs d’Annet sur Marne, avec qui la commune a signé une convention.

Madame VARTANIAN précise les difficultés rencontrées et justifiant un report de la date d’effet de la réforme :

 - les incertitudes concernant l'encadrement des activités. Aucune information n'est encore disponible sur les qualifications que devra détenir le personnel d'encadrement et sur un éventuel agrément par l’éducation nationale ;

 - les incertitudes concernant les financements. Si la collectivité faisait le choix de mettre en oeuvre la réforme dès septembre 2013, elle pourrait certes prétendre aux incitations financières annoncées. Mais cette source de financement ne semble acquise que pour cette année scolaire. Le coût annoncé par plusieurs associations d’élus est de 50 € par an et par élève (*avec un complément de 40 euros par élève pour les communes éligibles à la DSU et la DSR cibles*). Pour notre collectivité, la dépense annuelle supplémentaire, non compensée à terme semble-t-il, nécessite une adaptation très profonde de notre budget.

En dernier lieu, Madame VARTANIAN insiste sur le fait que du dialogue et de la concertation menée avec les enseignants et les représentants de parents d’élèves il ressort clairement le souhait majoritairement exprimé de solliciter un report de la date de mise en œuvre de cette réforme.

**Dans ces conditions, après en avoir délibéré,**

**le conseil municipal décide**

**à l’unanimité**

- de solliciter une dérogation pour reporter à la rentrée scolaire 2014-15 la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires, et notamment l’organisation de trois heures hebdomadaires d’accueil des écoliers dans les écoles communales ;

- de charger M. le maire d’en informer le directeur académiques des services de l’éducation nationale et (le cas échéant) le conseil général au titre du transport scolaire.

**1.5 Modification des statuts du Nouveau Syndicat de la Plaine de France**

Les statuts du Nouveau Syndicat Intercommunal de la Plaine de France (N.S.I.P.F.) ont été modifiés par l’ajout d’une compétence. : **Gestion de bâtiments culturels en mai 2012**

**Il convient de délibérer afin de préciser que la participation des communes pour la compétence construction et gestion des bâtiments culturels sera calculée par rapport à la population**

Il est rappelé au Conseil Municipal les compétences du N.S.I.P.F.

* le fonctionnement des écoles à l’exclusion des charges suivantes :

\*l’entretien et le fonctionnement des bâtiments : petites réparations, peinture, chauffage, éclairage, charges de personnel de ménage, organisation du temps en dehors des horaires scolaires (études, garderies),

\*le transport des élèves

\*les locations immobilières

etc…

* les locations immobilières pour les écoles ;
* la conclusion de contrats de services et/ou de prestations extérieures pouvant intéresser une ou plusieurs communes ;
* les fournitures diverses servant aux communes adhérentes ;
* la réalisation d’études en matière d’assainissement d’eaux usées et de maîtrise des eaux de ruissellement sur les zones urbanisées ;
* le contrôle et l’entretien de l’assainissement non-collectif ;
* la construction et l’exploitation des ouvrages de collecte, transport et épuration des eaux usées ;
* la construction et l’exploitation des ouvrages de collecte et de traitement des eaux pluviales ;
* le conventionnement des transports publics de voyageurs ;
* l’organisation d’évènements intercommunaux si au moins deux communes sont intéressées par cette organisation ;
* l’investissement et l’entretien des voies communales ou intercommunales et de leurs équipements
* réhabilitation des espaces utilisés en zone de dépôt sauvage ;
* Défense incendie ;
* Construction de bâtiments culturels ;**Gestion de bâtiments culturels**
* Plan de mise en accessibilité des voiries et des aménagements des espaces publics (P.A.V.E.)
* Entretien et responsabilité en agglomération des équipements des routes départementales (trottoirs, parkings latéraux, îlots centraux, signalisation horizontale autre que celle délimitant les voies de circulations, feux tricolores, places traversantes , ralentisseurs, revêtements de chaussée non bitumés, bornes, mobilier urbain etc.)

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de cette modification.

**VU** la délibération du syndicat du 5 juillet 2012 et 6 novembre 2012 modifiant ses statuts

**IL** convient de modifier l’article 16

**Le Conseil Municipal,**

**A l’unanimité**

Décide d’adopter la modification des statuts à savoir :

* Construction de bâtiments et **Gestion** de bâtiments culturels : **à la population (en lieu et place « à l’équipement et au coût de fonctionnement »)**

**1.6 Création d’un poste de Gardien de Police Municipale**

Conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipalde fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

Considérant le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi de gardien de police municipale en raison de la volonté de faire évoluer le poste de garde champêtre de la commune, par l’effet d’un détachement

Il est demandé au Conseil Municipal de décider :

De la création d’un poste de gardien de police municipale, à temps complet à raison de   
35 heures par semaine.

De modifier le tableau des effectifs,

De décider que la rémunération est fixée sur la base de l’échelle de rémunération du grade correspondant.

Considérant le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi de gardien de police municipale en raison de la volonté de faire évoluer le poste de garde champêtre de la commune, par l’effet d’un détachement

**Le Conseil Municipal,**

**A l’unanimité**

**Décide** de la création d’un poste de gardien de police municipale, à temps complet à raison de   
35 heures par semaine.

De modifier le tableau des effectifs,

De décider que la rémunération est fixée sur la base de l’échelle de rémunération du grade correspondant.

D’inscrire à l’exercice 2013 les crédits prévus à cet effet.

**1.7 Syndicat Intercommunal d’Energies en Réseaux du Canton de Claye-Souilly et des**

**communes limitrophes**

Le S.I.E.R de Claye Souilly propose à la commune de Villevaudé le transfert de trois compétences :

Eclairage Public

Signalisation tricolore

Communications électroniques, par la signature de trois conventions. Il n’existe pas d’incidence finançière puisque le S.I.E.R sera rémunéré par la commune, et reversera au prestataire actuel jusqu’au terme de son contrat.

Il est proposé au Conseil de se prononcer et d’autoriser M. Le Maire à signer les conventions

**Le Conseil Municipal,**

**A l’unanimité**

Donne l’autorisation à M. Le Maire de signer les conventions afin de transférer les compétences

* Eclairage Public
* Signalisation tricolore
* Communications électroniques

Clôture de la séance à 19h10 minutes.